



Independent observer
of the Global Fund

EN TANZANIE, UNE ORGANISATION ENQUÊTE SUR LES RUPTURES DE STOCKS D'ANTIRÉTROVIRAUX

Sikika, une ONG tanzanienne dévoile [les raisons des ruptures de stock](#) en antirétroviraux en 2014, ruptures qui ont mené à des rationnements dans les traitements et des changements de médicaments. Ces changements ont entraîné des effets secondaires chez certains patients. Parmi les raisons de ces ruptures : une mauvaise gestion des stocks, des problèmes de mise en œuvre du mécanisme d'achat groupé du Fonds mondial et une incapacité à respecter les procédures et les directives du gouvernement.

Le rapport explique que les acteurs se renvoient la balle : les partenaires de développement mettent en cause le gouvernement tandis que celui-ci pointe du doigt le service d'appui aux opérations d'achat (PPM) du Fonds mondial.

La Tanzanie est membre du PPM depuis 2013. Initialement, sa participation était volontaire et le but était d'acheter les produits sanitaires pour les trois maladies, bénéficier de tarifs réduits et écourter les processus d'approvisionnement. Cependant, des problèmes grandissants dans le système d'achat et une mauvaise communication entre les partenaires de mise en œuvre et les agences gouvernementales ont rendu cette participation obligatoire.

Sikika met en évidence le manque d'efficacité du mécanisme, marqué par des retards dans la livraison des produits, mais aussi dans le réenregistrement des permis expirés d'antirétroviraux par l'Autorité des médicaments et des produits alimentaires de Tanzanie (TFDA). Au même moment, les ruptures de stock sur le marché international n'ont fait qu'amplifier le phénomène.

« Le Fonds mondial s’attendait à des livraisons anticipées, mais les procédures de diverses institutions ont retardées », affirme le ministère de la Santé dans ce rapport.

Certains acteurs attribuent les ruptures de stocks au fait que la Tanzanie dépend trop de l’argent des donateurs. Les députés ont recommandé au gouvernement de s’engager à verser plus d’argent pour être capable de répondre à de telles urgences. Le Fonds mondial et PEPFAR couvrent 86% du budget total pour le VIH, les achats d’antirétroviraux tombant sous la responsabilité du Fonds mondial.

Pour ce rapport, les chercheurs ont enquêté dans sept régions, y compris Dar es Salaam, la plus grande ville du pays.

Les structures de santé étaient dans l’incapacité de fournir les produits sanitaires de routine et les stocks individuels ont dû être réduits de moitié. Certains patients ont dû consommer des médicaments de marque différente, ce qui a entraîné des effets secondaires (vertige, problèmes de tension, baisse du taux de CD4) et donc une baisse de l’adhérence.

Sikika recommande au gouvernement d’informer le public en cas de changement de directives sur l’approvisionnement en antirétroviraux afin d’éviter « l’inquiétude et la spéculation » et une meilleure communication entre les prestataires de service et les usagers d’une part mais aussi entre les partenaires de mise en œuvre eux-mêmes. L’organisation demande également au Fonds mondial de « prendre en compte les critiques des maîtres d’œuvre du système PPM » en Tanzanie afin de repenser les mécanismes d’achat.

[Read More](#)
